

# Message de M. Jacques Chirac, Président de la République, adressé à la 3ème conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique, lu le 29 septembre 2003 par M. Pierre-André Wiltzer, ministre délégué à la coopération et au développement, sur le développement de l'Afrique et la proposition d'un régime commercial spécifique pour l'Afrique subsaharienne.

Monsieur le Premier ministre,

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,

Mesdames, Messieurs,

Alors que s'ouvrent les travaux de la 3ème Conférence Internationale de Tokyo pour le Développement de l'Afrique, je suis heureux de vous adresser, par la voix de M. Pierre-André WILTZER, Ministre délégué à la Coopération et à la Francophonie, un message d'amitié et de confiance.

Depuis plusieurs années, le Japon et la France oeuvrent ensemble pour l'Afrique. Leurs efforts conjoints et l'engagement de leurs partenaires du G8 et de l'Union européenne ont manifesté l'intérêt renouvelé des pays développés pour ce continent. L'évidence s'impose désormais aux yeux de tous : il n'y aura pas de mondialisation réussie sans développement de l'Afrique.

Ces dernières années, le paysage a profondément évolué. Avec le NEPAD et l'Union africaine, les Etats d'Afrique se sont dotés d'objectifs communs et d'une structure nouvelle qui leur permettront de relever ensemble les défis immenses auxquels ils sont confrontés. A Monterrey, puis à Kananaskis et à Evian, la communauté internationale s'est mobilisée et a conclu, sous l'impulsion des Africains eux-mêmes, un partenariat qui porte nos espoirs et exprime notre volonté commune.

Certes, la route sera longue. L'Afrique demeure le continent le plus éloigné de la réalisation des objectifs du Millénaire. Mais cet état d'esprit nouveau nous aidera à surmonter les obstacles.

Le développement de l'Afrique, c'est d'abord l'instauration de la paix et de la sécurité sur tout le continent. Il reste trop de foyers de crise, trop de rivalités, trop de zones de tension. La décision de l'Union africaine de créer une force de maintien de la paix, avec l'appui des Nations Unies et du G8, est encourageante. Les pays développés apportent leur soutien à cette évolution, comme en témoignent l'engagement de l'Europe en République Démocratique du Congo, celui de la France en Côte d'Ivoire, celui des Etats-Unis au Libéria ou celui du Royaume-Uni en Sierra-Léone, sous l'égide de l'ONU.

Le développement passe par la confiance, car c'est elle qui attire l'investissement et stimule l'esprit d'entreprise. La mise en place du mécanisme d'évaluation par les pairs prévue par le NEPAD est fondamentale. Elle démontrera que les Africains sont bien décidés à établir et faire respecter ces règles de bon gouvernement sans lesquelles rien ne peut avancer.

respecter les règles de son gouvernement sans lesquelles rien ne peut avancer.

Le partenariat avec l'Afrique se manifeste naturellement aussi par un engagement financier renouvelé en faveur du continent. Grâce à l'augmentation de l'Aide Publique au Développement, à laquelle la France et l'Union européenne se sont engagées, grâce aux dotations significatives, mais encore insuffisantes, accordées au Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme, les Africains vont bénéficier de ressources nouvelles qu'ils pourront consacrer au développement agricole, à l'éducation, aux infrastructures sanitaires et sociales ou à l'investissement dans des secteurs cruciaux. Je pense en premier lieu à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement, dont l'intérêt a été si justement mis en valeur lors de la Conférence mondiale de Kyoto. Je souhaite l'appui de l'Afrique dans les efforts que nous avons entrepris pour identifier de nouvelles sources de financement comme l'Initiative Financière Internationale ou des mécanismes de prélèvement de solidarité sur les richesses qu'engendre la mondialisation.

Notre partenariat trouvera sa pleine expression lorsque nous aurons conclu le cycle de négociations commerciales ouvert à Doha. Il a connu à Cancun un échec malheureux. Les pays les plus pauvres sont les premières victimes de ce revers qui retarde la mise au point d'un système commercial adapté à leurs besoins. Je suis convaincu que nous le surmonterons et saurons reprendre les discussions avec la volonté partagée d'aboutir.

Nous devons entendre les voix qui se sont exprimées à Cancun. Nous devons répondre d'urgence à l'attente qui s'est exprimée sur la question prioritaire du coton. La France est déterminée à ce que l'Union européenne adopte une position ouverte à cet égard.

Il me semble important d'aller plus loin et de construire un régime commercial spécifique pour l'Afrique subsaharienne, seul continent où la pauvreté progresse encore. En février dernier, j'ai présenté une initiative, reprise depuis par l'Union européenne. Elle reste sur la table, dans ses trois composantes : protéger les producteurs locaux par un moratoire sur les subventions agricoles & encourager les exportations par un régime harmonisé de préférences & s'intéresser aux prix et au fonctionnement des marchés en renouvelant la réflexion sur les cours des matières premières.

Mesdames, Messieurs,

Quand le monde connaîtra mieux l'Afrique, il prendra conscience du dynamisme de ses peuples, de la richesse de ses cultures, du potentiel de ses économies, du dynamisme de ses entrepreneurs. Votre conférence contribuera, j'en suis sûr, à renouveler le regard sur l'Afrique, à convaincre les investisseurs que l'avenir de l'Afrique est prometteur, à donner un nouvel espoir aux Africains en leur montrant que la communauté internationale reconnaît leurs efforts et leur tend la main dans un esprit de fraternité.

Je remercie le Japon pour l'organisation de cette 3ème TICAD et je serai heureux de recevoir, le 10 novembre prochain, le Forum pour le Partenariat avec l'Afrique, nouvelle étape de notre dialogue.

Je vous remercie.